



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
5 mai 2000
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2000

13-23 juin 2000, Genève

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

**Ressources allouées aux programmes et projets du FNUAP
approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration
et utilisation de ces ressources**

Rapport du Directeur exécutif

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Programmes et projets de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration, achevés en 1999 ou en cours d'exécution en 2000	3
III. Programmes de pays lancés en 2000	5
IV. Solde des engagements du FNUAP	5
Annexe	
Glossaire et tableaux 1 à 5	6

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté en application de la décision 84/21 du Conseil d'administration et informe ce dernier de l'utilisation des ressources allouées aux programmes et projets de pays du FNUAP approuvés par l'ancien Conseil d'administration de sa trente-huitième session (1991) à sa quarantième session (1993), et par le nouveau Conseil d'administration de 1994 à 1999. Il n'est soumis qu'à titre d'information et n'appelle donc aucune décision ni mesure de la part du Conseil.

2. Les informations fournies portent sur les éléments suivants : a) les programmes et projets terminés en 1999; b) ceux qui sont encore en cours d'exécution en 2000, et c) ceux qui ont été lancés en 2000 après avoir été approuvés par le Conseil d'administration en 1999.

3. Les chiffres présentés se rapportent au montant total des dépenses, toutes sources de financement confondues, y compris les fonds multilatéraux. Il convient de noter que la définition de certains termes tels que « montant total des dépenses » figure dans un glossaire placé en annexe au présent document.

4. On notera aussi que la date de démarrage d'un programme est celle qui est consignée dans le document approuvé par le Conseil d'administration. L'année de fin d'un programme¹ est : a) l'année où tous les projets ont été menés à bien; b) l'année précédant celle où un autre programme a commencé (deux programmes du Fonds ne peuvent simultanément se dérouler dans le même pays), ou c) l'année où un programme est considéré comme achevé pour d'autres raisons. Pour les programmes débutant ou se terminant en milieu d'année, les dépenses annuelles ont été calculées au prorata du nombre de mois.

5. En théorie, pour exécuter un programme de pays, on pourrait répartir uniformément les ressources disponibles sur toute la durée du programme. Dans la pratique, ce n'est pas réalisable pour plusieurs raisons :

a) Chaque programme suit sa propre dynamique; pour certains, il faut allouer plus de ressources en début de période, tandis que pour d'autres, il faut grouper les ressources en fin de période. Pour tous les programmes, le montant des ressources nécessaires varie d'une année à l'autre;

b) Le FNUAP ne connaît pas le montant de ces recettes effectives au titre des ressources ordinaires pour les années à venir, mais seulement celles de l'année en cours, et encore seulement à la fin de celle-ci. Il doit donc décider des dépenses à engager pour chaque programme au début de l'année sans connaître le montant des ressources qui seront disponibles pour la période restant à courir. Une telle incertitude quant au montant et aux apports de ressources peut gravement entraver l'exécution du programme mais l'adoption du cadre de financement pluriannuel par le Conseil d'administration, dans sa décision 2000/9, devrait permettre de mieux prévoir le montant des ressources disponibles;

¹ Un programme n'est pas nécessairement achevé lorsque la date initialement prévue pour la fin des opérations est échue (cette date pouvant être reportée) ou lorsque les ressources initialement approuvées ont été affectées (car il est possible que des ressources additionnelles deviennent disponibles ou que les recettes évitent que la totalité du montant prévu soit alloué).

c) Compte tenu des délais d'exécution des programmes, il n'est pas toujours possible de répondre aux variations soudaines de recettes. Afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles tout en évitant de puiser dans la réserve opérationnelle, il peut s'avérer nécessaire de transférer des ressources d'un programme à un autre pour une année donnée sans réduire le montant initial approuvé pour le programme de pays considéré.

6. On trouvera à l'annexe du présent rapport des tableaux fournissant des informations détaillées sur tous les programmes de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration, ainsi que les nouvelles propositions et le solde des engagements du FNUAP.

II. Programmes et projets de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration, achevés en 1999 ou en cours d'exécution en 2000

7. Sur les programmes que le Conseil d'administration a approuvés et qui ont été lancés en 1999 ou avant 1999², six ont été achevés en 1999 et 84 sont encore en cours (voir tableau 1).

8. Pour les six programmes achevés en 1999, le montant *total* des dépenses, toutes sources confondues, s'élevait à 115 millions de dollars contre un total approuvé de 133,1 millions, ce qui porte à 86 % le taux d'utilisation des ressources totales (voir tableau 2). Pour l'un des programmes, concernant la République islamique d'Iran, le taux d'utilisation des ressources totales a dépassé 100 %.

9. Les dépenses imputées sur le budget *ordinaire* pour les six programmes en question s'élevaient à 103,8 millions de dollars pour un montant total approuvé de 99,9 millions de dollars, soit un taux d'utilisation des ressources ordinaires de 104 % (voir tableau 2). On notera à cet égard que le montant approuvé pour les programmes de pays du FNUAP comprend les dépenses imputées sur le budget ordinaire et sur les autres ressources, y compris les fonds multilatéraux. En l'absence de fonds multilatéraux et si les ressources ordinaires sont disponibles, le Fonds est autorisé à dépenser les ressources ordinaires jusqu'à concurrence du montant total approuvé. Sur les six programmes achevés en 1999, chaque programme particulier a utilisé des ressources ordinaires à concurrence de 89 % et 116 % du montant approuvé. C'est le Zimbabwe qui a eu le plus faible taux d'utilisation des ressources avec 70 % du total des ressources, bien que le taux d'utilisation des ressources ordinaires ait été de 92 %. Ce faible taux est dû au fait que l'on avait prévu de grouper les ressources en fin de période pour ce programme de pays alors que l'on a disposé de ressources modiques lors des dernières années d'exécution du programme. Pour le programme au Kazakhstan, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan, au Turkménistan, en Ouzbékistan et au Kirghizistan, le taux d'utilisation des ressources s'est élevé à 79 %. Cela est dû au fait qu'il a fallu mettre en place simultanément dans les six pays le premier programme d'assistance pour lequel le FNUAP ne disposait pas de personnel lors du lancement des activités.

² Programmes de pays ou grands projets approuvés par l'ancien ou le nouveau Conseil d'administration.

10. En ce qui concerne les 84 programmes en cours au 1er janvier 2000, plus le programme est ancien, plus les taux *globaux* de dépenses sont élevés, à quelques exceptions près : les programmes de pays de la République démocratique du Congo et de la Sierra Leone qui ont été lancés en 1995. Le programme de pays de la République démocratique du Congo, qui a débuté en 1991, enregistre un taux de dépenses de 73 %, tandis que le programme de la Sierra Leone, lancé en 1993, connaît un taux de dépenses de 52 %. Les taux de dépenses peu élevés pour ces deux pays sont dus aux troubles civils survenus ces dernières années. Le taux combiné de dépenses pour les deux programmes de pays lancés en 1995 – Turquie et Indonésie – est inférieur de 1 % à celui des programmes qui ont débuté un an plus tôt. S’agissant de la Turquie, le faible taux d’utilisation des ressources est dû aux ressources limitées dont on a disposé pour exécuter le programme. En Indonésie, il est dû à l’instabilité politique et au changement de gouvernement.

11. Le taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire pour les programmes en cours est de 62 % pour l’Amérique latine et les Caraïbes; de 47 % pour les États arabes et l’Europe; de 46 % pour l’Asie et le Pacifique; et de 45 % pour l’Afrique subsaharienne [voir tableau 3 b)]. Les taux de dépenses varient d’une région à l’autre en raison de divers facteurs, comme les décalages entre les dates de lancement et d’achèvement des programmes.

12. La majorité des programmes qui étaient en cours d’exécution en 1999 se déroule comme prévu; quelques-uns d’entre eux accusent toutefois un faible taux d’utilisation des ressources imputées sur le budget ordinaire. Étant donné que le taux d’exécution des programmes de pays varie considérablement au cours des deux premières années pour les raisons indiquées au paragraphe 5, la présente étude se fonde essentiellement sur les programmes qui étaient en cours depuis au moins trois ans au 1er janvier 2000. Outre les programmes de pays mentionnés au paragraphe 10, deux autres programmes – Cap-Vert et Ghana – lancés en 1996, ont des taux de dépenses faibles. Cela est dû à la modicité des ressources disponibles pour exécuter pleinement les programmes de pays, qui s’explique elle-même par le peu de ressources dont dispose le Fonds. Un certain nombre de programmes de pays lancés en 1997 enregistrent également des taux de dépenses faibles. Il s’agit notamment des programmes de la Chine, de la Guinée, de l’Inde et du Nigéria. La Chine enregistre un taux d’utilisation de 34 % après trois ans sur une durée fixée à quatre ans. L’Inde, le Nigéria et la Guinée ont eu des taux de dépenses de 30 % (Inde et Nigéria) et de 33 % (Guinée) après trois ans.

13. Pour la Chine, ce taux est dû à l’approbation tardive du programme de pays et aux négociations menées avec les autorités gouvernementales concernant l’exécution du programme. S’agissant de l’Inde, il est dû au caractère novateur du programme fondé sur la décentralisation, conjugué à un processus complexe, comprenant plusieurs niveaux, d’approbation des projets et d’allocation des ressources. La situation au Nigéria et en Guinée s’explique par la modicité des ressources disponibles pour les programmes.

14. Pour les programmes qui ont débuté en 1998, les taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire sont en moyenne de 33 %, allant de 8 % pour le Lesotho à 67 % pour le Gabon. Pour ceux qui ont démarré en 1999, les taux de dépenses sont en moyenne de 15 %, allant de 14 % pour le Bénin à 16 % pour Madagascar.

III. Programmes de pays lancés en 2000

15. Le FNUAP a présenté au Conseil d'administration pour examen et approbation lors de sa troisième session ordinaire de 1999 et de sa première session ordinaire de 2000, un total de 10 programmes de pays devant être lancés en 2000. Le premier concerne le Zimbabwe en Afrique subsaharienne, tandis que les neuf autres concernent la région de l'Asie et du Pacifique. Le montant total des dépenses prévues pour ces programmes est de 129 millions de dollars, dont 90 millions sont à imputer sur le budget ordinaire (voir tableau 4).

IV. Solde des engagements du FNUAP

16. Le solde des engagements du FNUAP au titre du budget ordinaire pour les programmes en cours se monte à 415,5 millions de dollars répartis comme suit : 188,2 millions pour l'Afrique subsaharienne; 54,1 millions pour les États arabes et l'Europe; 137,5 millions pour l'Asie et le Pacifique; et 35,7 millions pour l'Amérique latine et les Caraïbes [voir tableau 3 b)]. Le solde des engagements au titre du budget ordinaire pour les programmes lancés en 2000 s'élève à 90 millions de dollars, dont 8 millions pour l'Afrique subsaharienne et 82 millions pour l'Asie et le Pacifique (voir tableau 4). En conséquence, le solde total des engagements sera de 505,5 millions de dollars répartis comme suit : 196,2 millions pour l'Afrique subsaharienne; 54,1 millions pour les États arabes et l'Europe; 219,5 millions pour l'Asie et le Pacifique; et 35,7 millions pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir tableau 5).

Annexe

Glossaire

On trouvera dans les tableaux les abréviations et les termes suivants :

Région : Afrique (AF), États arabes et Europe (AR), Asie et Pacifique (AS), Amérique latine et Caraïbes (LA);

Prolongation : prolongation de la durée en nombre d'années au-delà de la date approuvée par le Conseil d'administration;

Montant total approuvé : montant approuvé pour un programme de pays, constitué de « ressources ordinaires » et d'« autres ressources » (en général des fonds multilatéraux dans le cadre de fonds d'affectation spéciale);

Montant approuvé au titre du budget ordinaire : montant approuvé pour le programme de pays à prélever sur les ressources ordinaires;

Montant total des dépenses : montant dépensé jusqu'à l'année 1999 comprise, par rapport au montant total approuvé;

Dépenses imputées sur le budget ordinaire : montant dépensé jusqu'à l'année 1999 comprise, au titre du budget ordinaire. Pour des raisons techniques, ce montant comprend la participation aux coûts;

Taux d'utilisation des ressources : défini dans le document DP/1989/34 pour les programmes achevés, le « taux d'utilisation des ressources » correspond au rapport entre le montant des dépenses effectuées pour un programme et le montant approuvé par l'ancien ou le nouveau Conseil d'administration pour ce programme. Dans le présent rapport, le « taux d'utilisation des ressources totales » est calculé sur la base de toutes les ressources tandis que le « taux d'utilisation des ressources ordinaires » n'est calculé que sur la base des ressources ordinaires;

Taux de dépenses : pour les programmes en cours d'exécution, le « taux de dépenses » est égal au montant total des dépenses effectuées jusqu'à l'année 1999 incluse depuis le démarrage du programme, divisé par le montant total approuvé pour le programme. Dans le présent document, le « taux global de dépenses » est calculé à partir de toutes les ressources, tandis que le « taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire » n'est calculé qu'à partir des ressources ordinaires;

Solde des engagements au titre du budget ordinaire : montant approuvé pour un programme de pays au titre du budget ordinaire, déduction faite des dépenses imputées sur le budget ordinaire effectuées jusqu'à l'année 1999 incluse. S'il est négatif, le solde des engagements au titre du budget ordinaire est comptabilisé dans le présent rapport comme solde nul. Le solde des engagements au titre du budget ordinaire n'est donc pas nécessairement égal au montant approuvé, déduction faite des dépenses.

Tableau 1
État d'avancement des programmes de pays

<i>Année de démarrage</i>	<i>Programmes achevés en 1999</i>	<i>Programmes en cours d'exécution en 2000</i>
1991		1
1993	1	1
1994	2	1
1995	2	2
1996	1	6
1997		39
1998		31
1999		3
Total	6	84

Tableau 2
Exécution des programmes de pays achevés en 1999

(Provisoire, en millions de dollars des États-Unis)^a

Région	Pays	Durée			Montant total approuvé	Montant approuvé au titre du budget ordinaire	Montant total des dépenses en 1999	Dépenses imputées sur le budget ordinaire 1999	Montant total des dépenses jusqu'en 1999	Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 1999	Taux global de dépenses	Solde des engagements au titre du budget ordinaire	Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire
		Lancement	Achèvement	Prolongation									
AF	Maurice	Janvier 1995	Décembre 1999	2	1,5	1,5	0,1	0,1	1,3	1,3	89	0,2	89
AF	Zimbabwe	Janvier 1996	Décembre 1999	–	8,9	6,4	1,9	1,7	6,2	5,9	70	0,5	92
AS	Asie centrale	Janvier 1995	Décembre 1999	2	32,5	26,3	4,4	4,2	25,7	24,1	79	23,9	92
AS	République islamique d'Iran	Janvier 1994	Décembre 1999	–	11,8	11,8	1,2	1,2	12,2	12,2	104	–	104
AS	Pakistan	Juillet 1993	Décembre 1999	–	37,0	27,0	5,7	5,5	31,2	29,2	84	–	108
AS	Philippines	Janvier 1994	Décembre 1999	–	41,4	26,9	5,8	2,6	38,3	31,2	93	–	116
Total général					133,1	99,9	19,2	15,2	115,0	103,8	86	24,6	104

^a Voir le glossaire pour les abréviations et les termes utilisés dans les tableaux.

Tableau 3a
Exécution des programmes de pays en cours en 2000

(Provisoire, en millions de dollars des États-Unis)

<i>Lancement</i>	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Cycle</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolon- gation</i>	<i>Montant total ap- prouvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire 1999</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire jus- qu'en 1999</i>	<i>Taux global de dé- penses</i>	<i>Solde des engage- ments au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire</i>
1991	AF	Congo	Janv. 91	Déc. 00	2	5,8	5,8	0,3	0,3	4,2	4,2	73 %	1,6	73 %
1993	AF	Sierra Leone	Janv. 93	Déc. 00	3	5,2	3,5	0,2	0,2	2,7	2,7	52 %	0,8	77 %
1994	LA	Guatemala	Janv. 94	Déc. 00	3	3,5	2,0	1,0	0,7	3,7	3,3	105 %	0,0	163 %
1995	AR	Turquie	Janv. 95	Déc. 00	1	7,0	6,0	0,8	0,8	4,3	4,3	61 %	1,7	71 %
1995	AS	Indonésie	Janv. 95	Déc. 00	1	30,0	25,0	4,1	4,1	15,4	15,4	51 %	9,6	62 %
Total 1995						37,0	31,0	4,9	4,9	19,7	19,7	53 %	11,3	63 %
1996	AF	Cap Vert	Janv. 96	Déc. 01	1	6,0	5,0	0,8	0,8	2,9	2,9	49 %	2,1	58 %
1996	AF	Tchad	Janv. 96	Déc. 00	0	9,0	8,0	1,3	1,3	5,2	5,2	58 %	2,8	65 %
1996	AF	Ghana	Janv. 96	Déc. 00	0	25,0	18,0	3,2	3,3	12,6	10,6	50 %	7,4	59 %
1996	AR	Territoires palestiniens	Janv. 96	Déc. 00	1	7,2	5,2	1,4	1,1	5,0	4,4	69 %	0,8	85 %
1996	AR	République arabe syrienne	Janv. 96	Déc. 00	0	18,0	13,0	1,9	1,3	8,9	7,7	49 %	5,3	60 %
1996	LA	Honduras	Janv. 96	Déc. 00	1	8,2	5,2	1,1	0,9	5,3	5,0	65 %	0,2	96 %
Total 1996						73,4	54,4	9,7	8,8	39,9	35,9	54 %	18,5	66 %
1997	AF	Angola	Janv. 97	Déc. 00	0	15,0	9,6	2,3	2,1	7,0	6,4	46 %	3,2	67 %
1997	AF	Burkina Faso	Janv. 97	Déc. 00	0	10,3	8,8	1,6	1,6	5,0	4,9	49 %	3,9	55 %
1997	AF	République centrafricaine	Janv. 97	Déc. 01	0	5,5	5,0	1,1	1,1	2,5	2,5	45 %	2,5	50 %
1997	AF	Comores	Janv. 97	Déc. 01	0	3,4	3,0	0,5	0,3	1,8	1,6	54 %	1,4	53 %
1997	AF	Côte d'Ivoire	Janv. 97	Déc. 01	0	12,5	10,0	1,3	1,3	4,4	4,4	35 %	5,6	44 %
1997	AF	Érythrée	Janv. 97	Déc. 00	0	6,8	4,8	1,6	1,6	4,3	4,2	63 %	0,6	88 %
1997	AF	Gambie	Janv. 97	Déc. 01	0	4,5	3,5	0,7	0,7	1,7	1,6	37 %	1,9	46 %
1997	AF	Guinée	Janv. 97	Déc. 01	0	9,5	7,5	0,8	0,7	2,6	2,5	27 %	5,0	33 %
1997	AF	Kenya	Janv. 97	Déc. 01	0	20,0	16,5	4,1	3,0	7,7	6,7	39 %	9,8	41 %
1997	AF	Malawi	Janv. 97	Déc. 01	0	15,0	11,0	2,2	1,8	9,6	7,8	64 %	3,2	71 %

<i>Lancement</i>	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Cycle</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolon- gation</i>	<i>Montant total ap- prouvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire 1999</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire jus- qu'en 1999</i>	<i>Taux global de dé- penses</i>	<i>Solde des engage- ments au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire</i>
1997	AF	Namibie	Janv. 97	Déc. 00	0	6,1	3,6	0,8	0,7	4,1	3,9	68 %	0,0	108 %
1997	AF	Nigéria	Janv. 97	Déc. 01	0	32,5	32,5	3,4	3,4	9,9	9,9	30 %	22,6	30 %
1997	AF	Sénégal	Janv. 97	Déc. 01	0	15,0	10,0	1,8	1,8	5,8	5,8	39 %	4,2	58 %
1997	AF	Togo	Janv. 97	Déc. 01	0	7,0	6,0	0,7	0,7	2,4	2,4	35 %	3,6	41 %
1997	AF	Ouganda	Janv. 97	Déc. 01	0	24,0	16,0	5,7	4,1	16,4	13,1	68 %	2,9	82 %
1997	AF	République-Unie de Tanzanie	Janv. 97	Déc. 00	0	25,0	21,0	4,4	3,3	15,3	11,1	61 %	9,9	53 %
1997	AF	Zambie	Janv. 97	Déc. 01	0	10,5	8,5	1,0	1,0	5,2	5,2	50 %	3,3	61 %
1997	AR	Albanie	Janv. 97	Déc. 00	0	4,0	2,8	0,6	0,6	1,4	1,4	35 %	1,4	50 %
1997	AR	Djibouti	Janv. 97	Déc. 00	0	3,0	2,0	0,4	0,4	1,2	1,2	40 %	0,8	59 %
1997	AR	Liban	Janv. 97	Déc. 01	0	3,5	2,5	0,8	0,5	2,0	1,1	58 %	1,4	46 %
1997	AR	Maroc	Janv. 97	Déc. 01	0	19,0	13,0	2,0	2,0	8,6	8,3	45 %	4,7	64 %
1997	AR	Soudan	Janv. 97	Déc. 01	0	17,0	17,0	2,9	2,9	7,1	7,1	42 %	9,9	42 %
1997	AR	Tunisie	Janv. 97	Déc. 01	0	7,0	4,5	0,7	0,6	2,7	2,5	39 %	2,0	57 %
1997	AS	Cambodge	Janv. 97	Déc. 00	0	16,0	14,0	3,3	3,3	14,1	13,9	88 %	0,1	100 %
1997	AS	Chine	Janv. 97	Déc. 00	1	20,0	20,0	5,5	5,5	6,8	6,8	34 %	13,2	34 %
1997	AS	Inde	Janv. 97	Déc. 01	0	100,0	80,0	7,0	7,0	24,0	24,0	24 %	56,0	30 %
1997	AS	République démocratique populaire lao	Janv. 97	Déc. 00	0	6,0	5,2	1,0	1,0	2,2	2,2	36 %	3,0	42 %
1997	AS	Mongolie	Janv. 97	Déc. 01	0	9,3	6,0	1,5	1,5	3,8	3,8	41 %	2,2	63 %
1997	AS	Népal	Janv. 97	Déc. 01	0	35,0	25,0	5,1	3,9	15,2	12,5	43 %	12,5	50 %
1997	AS	Sri Lanka	Janv. 97	Déc. 00	0	7,6	5,0	1,2	1,0	4,0	3,6	53 %	1,4	72 %
1997	AS	Viet Nam	Janv. 97	Déc. 00	0	24,0	20,0	6,8	5,3	19,3	15,6	81 %	4,4	78 %
1997	LA	Caraïbes	Janv. 97	Déc. 00	0	5,0	4,0	1,5	1,5	4,3	4,3	86 %	0,0	107 %
1997	LA	Cuba	Janv. 97	Déc. 01	0	4,5	4,5	0,3	0,3	1,9	1,9	42 %	2,6	42 %
1997	LA	République dominicaine	Janv. 97	Déc. 01	0	5,5	4,5	0,7	0,7	3,5	3,5	63 %	1,0	77 %
1997	LA	Équateur	Janv. 97	Déc. 00	0	5,0	4,0	0,7	0,7	3,6	3,6	72 %	0,4	89 %
1997	LA	El Salvador	Janv. 97	Déc. 01	0	6,3	4,0	0,7	0,5	2,6	2,0	41 %	2,0	50 %
1997	LA	Haïti	Janv. 97	Déc. 01	0	16,0	10,5	2,2	1,9	7,0	6,4	44 %	4,1	61 %
1997	LA	Mexique	Janv. 97	Déc. 01	0	15,5	10,5	1,4	1,4	5,1	5,1	33 %	5,4	49 %

Lancement	Région	Pays	Cycle	Achèvement	Prolon- gation	Montant total ap- prouvé	Montant approuvé au titre du budget ordinaire	Montant total des dépenses 1999	Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire 1999	Montant total des dépenses jusqu'en 1999	Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire jus- qu'en 1999	Taux global de dé- penses	Solde des engage- ments au titre du budget ordinaire	Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire
1997	LA	Pérou	Janv. 97	Déc. 01	0	15,0	9,5	2,9	2,9	8,0	8,0	53 %	1,5	84 %
Total 1997						566,8	445,8	83,2	74,4	254,2	233,0	45 %	213,4	52 %
1998	AF	Botswana	Janv. 98	Déc. 02	0	2,5	2,0	0,5	0,5	1,0	1,0	40 %	1,0	50 %
1998	AF	Cameroun	Janv. 98	Déc. 01	0	12,0	10,5	0,7	0,7	1,6	1,6	14 %	8,9	15 %
1998	AF	Guinée équatoriale	Janv. 98	Déc. 02	0	2,5	2,5	0,4	0,4	1,2	1,2	46 %	1,3	46 %
1998	AF	Éthiopie	Janv. 98	Déc. 01	0	30,0	24,8	1,1	0,9	3,7	2,7	12 %	22,1	11 %
1998	AF	Gabon	Janv. 98	Déc. 01	0	1,7	1,2	0,5	0,5	0,8	0,8	47 %	0,4	67 %
1998	AF	Guinée-Bissau	Janv. 98	Déc. 02	0	4,0	3,0	0,1	0,1	0,3	0,3	9 %	2,7	11 %
1998	AF	Lesotho	Janv. 98	Déc. 02	0	3,0	2,5	0,1	0,1	0,2	0,2	7 %	2,3	8 %
1998	AF	Mali	Janv. 98	Déc. 02	0	11,0	10,0	1,1	1,1	2,9	2,9	26 %	7,1	29 %
1998	AF	Mauritanie	Janv. 98	Déc. 01	0	7,0	4,0	0,8	0,8	1,7	1,7	24 %	2,3	42 %
1998	AF	Mozambique	Janv. 98	Déc. 01	0	23,2	14,0	4,4	3,3	10,9	7,2	47 %	6,8	51 %
1998	AF	Niger	Janv. 98	Déc. 01	0	13,1	8,8	1,8	1,4	5,7	4,9	43 %	3,9	55 %
1998	AF	Rwanda	Janv. 98	Déc. 00	0	5,0	4,2	1,9	1,7	2,7	2,6	54 %	1,6	62 %
1998	AF	Sao Tomé- et-Principe	Janv. 98	Déc. 01	1	2,1	1,6	0,5	0,5	0,8	0,8	37 %	0,8	48 %
1998	AF	Afrique du Sud	Janv. 98	Déc. 01	0	10,0	6,0	1,3	0,9	2,1	1,6	21 %	4,4	27 %
1998	AF	Swaziland	Janv. 98	Déc. 02	0	2,3	2,0	0,2	0,2	0,5	0,5	24 %	1,5	27 %
1998	AR	Algérie	Janv. 98	Déc. 00	0	7,0	5,1	0,8	0,8	1,4	1,3	20 %	3,8	25 %
1998	AR	Égypte	Janv. 98	Déc. 01	0	18,0	14,4	3,9	3,2	5,7	4,7	31 %	9,7	33 %
1998	AR	Jordanie	Janv. 98	Déc. 02	0	4,5	4,0	0,6	0,6	0,7	0,7	17 %	3,3	19 %
1998	AR	Yémen	Janv. 98	Déc. 01	0	18,0	12,0	2,7	1,8	4,0	2,6	22 %	9,4	21 %
1998	AS	Bangladesh	Janv. 98	Déc. 02	0	35,0	31,0	5,9	5,9	12,9	12,9	37 %	18,1	41 %
1998	AS	Bhoutan	Janv. 98	Déc. 02	0	4,4	4,0	1,3	1,3	2,2	2,2	50 %	1,8	55 %
1998	AS	République populaire démocratique de Corée	Janv. 98	Déc. 01	0	3,6	3,6	0,5	0,5	1,1	1,1	30 %	2,5	30 %
1998	AS	Maldives	Janv. 98	Déc. 02	0	4,5	2,5	0,6	0,5	1,1	0,9	25 %	1,6	37 %
1998	AS	Papouasie- Nouvelle-Guinée	Janv. 98	Déc. 02	0	6,5	5,0	0,7	0,7	1,4	1,4	21 %	3,6	28 %
1998	AS	Pacifique	Janv. 98	Déc. 01	0	10,0	7,2	1,7	1,6	3,0	2,3	30 %	4,9	32 %

<i>Lancement</i>	<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Cycle</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolon- gation</i>	<i>Montant total ap- prouvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire 1999</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le bud- get ordi- naire jus- qu'en 1999</i>	<i>Taux global de dé- penses</i>	<i>Solde des engage- ments au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire</i>
1998	AS	Thaïlande	Janv. 98	Déc. 01	0	3,2	3,2	0,4	0,4	0,5	0,5	16 %	2,7	15 %
1998	LA	Bolivie	Janv. 98	Déc. 02	0	12,0	8,5	1,8	1,0	3,3	2,4	28 %	6,1	28 %
1998	LA	Brésil	Janv. 98	Déc. 01	0	9,0	8,0	1,3	1,3	3,7	3,7	41 %	4,3	46 %
1998	LA	Colombie	Janv. 98	Déc. 01	0	2,4	2,4	0,3	0,3	0,7	0,7	30 %	1,7	30 %
1998	LA	Nicaragua	Janv. 98	Déc. 01	0	11,4	8,4	3,2	1,8	5,8	4,0	51 %	4,4	48 %
1998	LA	Paraguay	Janv. 98	Déc. 02	0	5,5	3,0	0,5	0,5	1,1	1,1	20 %	1,9	36 %
Total 1998						284,4	219,4	41,5	35,2	84,7	72,4	30 %	147,0	33 %
1999	AF	Bénin	Janv. 99	Déc. 03	0	12,0	10,0	1,4	1,4	1,4	1,4	12 %	8,6	14 %
1999	AF	Burundi	Janv. 99	Déc. 01	0	8,0	4,5	0,7	0,7	0,7	0,7	8 %	3,8	15 %
1999	AF	Madagascar	Janv. 99	Déc. 03	0	14,4	12,5	2,0	2,0	2,0	2,0	14 %	10,5	16 %
Total 1999						34,4	27,0	4,1	4,1	4,1	4,1	12 %	22,9	15 %
Total général						1 010,5	788,9	144,9	128,6	413,2	375,3	41 %	415,5	48 %

Tableau 3 b)**Récapitulatif des programmes de pays en cours d'exécution en 2000, par région**

(Provisoire, en millions de dollars des États-Unis)

<i>Région/Pays</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire 1999</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 1999</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 1999</i>	<i>Taux global de dépenses</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire</i>
AF 40	437,4	341,7	59,3	52,3	173,5	153,8	40	188,2	45
AR 13	133,2	101,5	19,6	16,6	53,1	47,4	40	54,1	47
AS 16	315,1	256,7	46,4	43,2	127,1	119,2	40	137,5	46
LA 15	124,8	89,0	19,7	16,5	59,5	54,9	48	35,7	62
Total 84								415,5	

Tableau 4**Programmes de pays lancés en 2000^a**

(Provisoire, en millions de dollars des États-Unis)

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>
AF	Zimbabwe	Janvier 2000	Décembre 2004	18,0	8,0
AS	Azerbaïdjan	Janvier 2000	Décembre 2004	5,5	4,0
AS	République islamique d'Iran	Janvier 2000	Décembre 2004	11,0	9,0
AS	Kazakhstan	Janvier 2000	Décembre 2004	6,0	4,0
AS	Kirghizistan	Janvier 2000	Décembre 2004	5,0	3,5
AS	Pakistan	Janvier 2000	Décembre 2003	35,0	28,0
AS	Philippines	Janvier 2000	Décembre 2004	30,0	20,0
AS	Tadjikistan	Janvier 2000	Décembre 2004	6,0	4,0
AS	Turkménistan	Janvier 2000	Décembre 2004	5,0	3,5
AS	Ouzbékistan	Janvier 2000	Décembre 2004	7,5	6,0
Total Asie				111,0	82,0
Total général				129,0	90,0

^a Comprend les programmes présentés jusqu'à la première session ordinaire de 2000.

Tableau 5
**Solde des engagements du FNUAP au titre du budget ordinaire
 au 1er janvier 2000**

(Provisoire, en millions de dollars des États-Unis)

<i>Région</i>	<i>Programmes en cours d'exécution</i>	<i>Programmes de pays lancés en 2000</i>	Total
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
AF	188,2	8,0	196,2
AR	54,1	–	54,1
AS	137,5	82,0	219,5
LA	35,7	–	35,7
Total	415,5	90,0	505,5